Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

Hors-série | 2011

Postures assignées, postures revendiquées

Le travail social sous assignation

Youcef Boudjémaï, Jacques Lemièrre et Marie Villez

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5831>

DOI : 10.4000/jda.5831

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 207-235

ISBN : 978-2-953-95998-7

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Youcef Boudjémaï, Jacques Lemièrre et Marie Villez, « Le travail social sous assignation », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2011, mis en ligne le 07 avril 2015, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5831> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.5831>

LE TRAVAIL SOCIAL SOUS ASSIGNATION

Youcef BOUDJÉMAÏ* – Marie VILLEZ**

Entretien réalisé par Bernard EME et Jacques LEMIERE***

... le travail social s'inscrit à l'intérieur d'une grande fonction qui n'a pas cessé de prendre des fonctions nouvelles depuis des siècles, qui est la fonction de surveillance-correction. Surveiller les individus, et les corriger, dans les deux sens du terme, c'est-à-dire les punir ou les pédagogiser.

Michel Foucault (1972)

Marie Villez est directrice d'établissements médico-sociaux gérés par l'association Le Cèdre Bleu, dans le Nord. Elle est engagée dans des associations caritatives ou médico-sociales dans lesquelles elle a plusieurs fois occupé la fonction de présidente. Elle est actuellement membre du bureau de la Fédération Addictions (qui publie les *Cahiers thématiques Acta*) et de la Fédération française d'addictologie. Elle est également membre du conseil d'administration de l'IRTS (Institut régional de travail social) du Nord-Pas-de-Calais.

* ADNSEA – 199 rue Colbert, 59800 Lille

Courriel : yboudjemai@adnsea.fr

** CSST Cèdre Bleu – 12 Rue Armand Carrel, 59800 Lille

Courriel : marie.villez@cedre-bleu.fr

*** Université Lille 1. Institut de sociologie et d'anthropologie, CLERSÉ-UMR CNRS 8019 – 59665 Villeneuve-d'Ascq cedex

Courriel : bernard.eme@univ-lille1.fr ; Jacques.Lemiere@univ-lille1.fr ;

Youcef Boudjémaï est directeur des missions transversales à l'ADNSEA, Sauvegarde du Nord (Association du Nord pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte), après avoir dirigé un service Droit des jeunes, à Lille, puis porté la création dans le Nord de la Maison départementale des adolescents, à Lille également. Il préside le conseil d'administration de l'ARF, Association recherche formation, qui gère l'EESTS, École européenne supérieure de travail social, à Lille. Il est membre du comité de rédaction des *Nouvelles d'Archimède*, revue culturelle de l'université Lille 1, et collabore à la revue *Le sociographe*, revue de recherches en travail social de dix instituts de travail social associés.

Youcef Boudjémaï est intervenu dans la table ronde « Face aux bouleversements politiques et institutionnels, comment pratiquer nos terrains aujourd'hui ? » qui, de manière inaugurale, croisait les regards de travailleurs sociaux, d'un psychiatre et d'enseignants chercheurs. Marie Villez a pris la parole depuis la salle lors d'une discussion, le dernier après-midi du colloque. Si les débats avec la salle furent par moments très éclairants, ils n'étaient que peu approfondis, compte tenu du temps imparti aux interlocuteurs, trop court pour que ceux-ci déploient une pensée de leur agir professionnel. Cet entretien tente de construire des mises en perspective du travail social davantage instruites dans un temps de réflexion.

En se répondant et en s'interrogeant, ces deux questionnements singuliers s'élaborent à partir de leurs positions professionnelles et institutionnelles. Ils ne prétendent pas faire le tour du travail social, loin s'en faut. Chacun dans leur manière, ils suggèrent que le travail social se trouve être l'enjeu de tensions proprement politiques entre assignation(s) et revendication(s).

Sur un premier axe, la tension entre une vision solidariste des droits et de l'État social dont Pierre Rosanvallon (1995) disait, sans doute un peu rapidement, qu'elle avait fait son temps, et une vision (ultra)libérale où l'accent est d'abord mis sur les devoirs des gens et leur responsabilité personnelle, engagée quelles que soient leurs conditions de vie et toujours davantage contractualisée (avec des institutions de la société), sous des formes davantage morales que

juridico-politiques – les politiques d'insertion en étant un révélateur. Sur un deuxième axe, la tension entre le souci républicain de protection des individus (dont l'assistance fut, à la Révolution, une des matrices (Murard, 1988), la Déclaration des droits de l'homme du 24 juin 1793 énonçant que « les secours publics sont une dette sacrée ») et la sécurité disciplinaire, qui vise avant tout la « défense de la société » (Foucault, 1997), dans une volonté de protection du corps collectif contre ce qui est désigné et stigmatisé comme déviance et monstruosité : en passant des classes dangereuses d'hier à un nouveau « lumpen-prolétariat »¹.

Sur un autre axe, encore, la tension entre le principe de précaution assigné par l'administration aux protecteurs, et intériorisé par ceux-ci au regard de la « gestion des risques » (Castel, 1981) – les difformités erratiques du traitement du social – et des inventions expérimentales qui, revendiquées, se font aux « abords » des dispositifs institutionnels.

Traversant ces tensions, la question du clivage éthique/politique se fait jour. Dans une position toujours plus assumée, l'éthique renvoie aux conditions de possibilité de la dignité des individus, sujets de droits, mais aussi responsables d'eux-mêmes et de leur vie dans tous les aspects de leur vie ordinaire ; le politique inscrit les assignations faites aux travailleurs sociaux ainsi qu'aux usagers dans un rapport de domination qui demande à être interrogé et non suspendu au nom de l'éthique. Mais la dimension politique semble s'absenter de la scène des actes quotidiens du travail social.

¹ Dans son roman *Tigre en papier*, publié en 2002, Olivier Rolin fait dire à son narrateur (p. 38) : « C'est vrai tu avais oublié, c'est de son âge, elle est toute farcie de l'idéologie des bourgeois branchés, les "jeunes des cités", dits plus simplement les "jeunes", c'est sacré, de la pure victime, ça a beau jouer du couteau et du pitbull, dealer et racketter, violer, brûler des synagogues, terroriser profs et prolos, c'est de l'hostie consacrée, oui, l'*Agnus Dei* des "bobos". Autrefois, quand on était marxistes, dis-tu à la fille de Treize, pas progressistes, pas humanitaires pour deux sous, on appelait cette engeance du lumpen-prolétariat, ça voulait dire la même chose que nervis, hommes de main, indics, SA, miliciens, de la main-d'œuvre à terreur, de la valetaille de dictatures. On ne se sentait pas obligés, mais alors pas du tout, d'admirer le lumpen. »

Ancrés dans la vie ordinaire de responsables d'associations ou de structures du travail social, ces questionnements se lisent sous des formulations différenciées. Pour l'une, l'apprentissage de la tension assignation/revendication se joue au cœur des pratiques professionnelles et institutionnelles, dans leur rapport aux travailleurs sociaux et aux institutions qui financent. Pour l'autre, l'apprentissage de cette même tension se situe davantage dans la relation des dispositifs associatifs aux commandes politico-administratives, mais dans une inscription dans leurs « abords » ou, autrement dit, dans les marges des institutions qui veulent prescrire les actions des travailleurs sociaux. L'assignation comme domination semble bien être la vérité du moment. Demeurent alors des micro-résistances dont on ne sait le devenir.

« Projets personnalisés » et contexte politique du travail social

Marie Villez – Par rapport à ce que j'ai dit lors du colloque, je reste toujours dans les mêmes interrogations. La place d'où je parle, puisque c'est ainsi qu'on dit les choses, est celle de directeur d'établissement. C'est bien à partir de cette fonction que je conduis des professionnels par rapport à une population choisie dans le cadre de mon métier, composée de personnes ayant des difficultés liées à des conduites addictives. Ces interrogations, cette perplexité concernent les positions paradoxales dans lesquelles on me demande de mettre en œuvre nos missions pour amener ces personnes à conduire un projet de changement pour elles-mêmes. Comment pouvons-nous alors, d'une place de responsable, rester critiques sur un certain nombre d'obligations qui nous sont faites ? Sans être dans la nostalgie d'une époque du travail social, ne doit-on pas être très prudent, et s'appuyer sur les nouveaux outils qui nous sont proposés tout en résistant pour les contourner et les transformer ?

La question de la loi du 2 janvier 2002² est très complexe parce qu'elle joue sur des évidences. Nous ne pouvons que nous réjouir sur la place centrale qui est donnée à l'usager puisqu'elle doit amener les travailleurs sociaux, qui l'avaient quelque peu oublié à accompagner un sujet dans sa particularité, sa singularité, dans son histoire de vie qui est unique. Cette question du projet personnalisé à construire avec les personnes me paraît tout à fait essentielle dans ce que nous avons à faire. Ainsi, on encouragera des professionnels à considérer qu'ils sont en soutien ou en étayage des personnes qui viennent dire leur envie de changer ou d'améliorer les choses dans une trajectoire qui leur est singulière. Mais en même temps, cette « obligation » encadrée par des textes réglementaires ouvre d'autres pièges : les professionnels happés par ce projet personnalisé et sa codification, au cas par cas, en arrivent à oublier ou à mettre de côté deux choses. La première est la question du collectif : à quel moment, « l'usager », la personne que l'on accueille, peut aussi s'inscrire dans un processus avec d'autres pour réfléchir et agir avec eux dans une sorte de pratique plus communautaire ? La deuxième est la compréhension contextuelle, sociale, politique de ce qui a amené le sujet à être dans cette situation-là : on fait l'économie du sens et de l'analyse politique qui sous-tend cette situation. Voilà ce qui arrive aux travailleurs sociaux, à ce moment-là et à leur insu, quand ils ne s'orientent que sur la prise en charge individualisée, à parti par exemple du projet personnalisé.

C'est une rupture importante par rapport à des périodes précédentes où, au contraire, nous étions très fortement dans l'acte de s'insurger : l'éducateur, c'était forcément le contrôle social, un agent double, et la question était de savoir comment il allait faire pour résister, et ne pas être l'agent de ceci ou de cela³. Tout ça est

² Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, *Journal Officiel* du 3 janvier 2002. Elle accorde une attention plus grande au droit des usagers, au respect qui leur est dû dans les procédures les concernant.

³ Foucault (1972).

maintenant terminé, les travailleurs sociaux ne sont plus du tout sur cette position. C'est une rupture pour les nouvelles générations.

Les questions sur le sens de notre travail et de nos missions ne cessent de m'interroger, quelle que soit la période, dans cette position de responsable. C'est un grand recul qui ne date pas d'hier et c'est pourquoi j'étais venue à ce colloque, à l'université : je pense que l'un des moyens pour « reticoter les choses », c'est que nous sortions de l'isolement du travail social qui est éloigné de la recherche. En nous rapprochant de l'université, il s'agit de venir soutenir autrement ce que nous avons à faire au quotidien et au cas par cas. Quelque chose manque vraiment dans le lien entre le milieu universitaire et le monde du travail social. Au contraire de nos collègues du secteur sanitaire, nous avons ce complexe de ne pas pouvoir théoriser, élaborer le passage du faire au dire, écrire et décrire, prendre du recul... C'est quelque chose qui nous est un peu interdit ou inaccessible... Quelque chose qui nous met toujours dans un rang déclassé ; comme si nous ne pouvions être que des travailleurs sociaux dont on se demande toujours : mais qu'est-ce qu'ils font ? Est-ce vraiment du travail ? Est-il efficace ?

Trois séquences d'un parcours de travailleur social

Youcef Boudjémaï – Je vais essayer de prendre cette question à ma manière, non pas dans le but de faire l'histoire du travail social à travers mon parcours, mais de donner quelques repères de mon histoire du travail social. Si je prends les grandes étapes de mon parcours professionnel dans ce qu'il a de plus marquant, ce fut dans un premier temps, le domaine de la prévention spécialisée comme jeune éducateur diplômé arrivant du côté de Hem dans la banlieue roubaisienne. À l'époque, phénomène intéressant, la prévention spécialisée était traversée par un débat : est-ce qu'elle spécialisée devait rester dans le registre classique de ses missions avec les principes caractérisant cette activité ou alors – on était au lendemain du rapport Bonnemaïson, c'était le début de la politique

d'insertion des jeunes⁴ – est-ce qu'elle spécialisée devait s'impliquer dans des actions d'insertion des jeunes ? L'équipe dans laquelle je travaillais avait choisi de continuer de travailler, à la marge, un certain nombre de questions qui, justement, étaient au bord de la commande publique. Et nous avons voulu le faire à partir d'une réalité qui s'imposait à nous parce que, dans le quartier où nous étions implantés, un bon nombre de gamins avaient un rapport assez conflictuel avec la justice, et, de ce fait, se retrouvaient incarcérés. On s'est dit que ce n'était pas notre métier d'aller dans le champ de l'insertion, mais, en revanche, on s'est posé la question : qu'est-ce qu'on fait de tous ces gamins qui sont incarcérés et dont le rapport à la délinquance, à la justice, à l'incarcération nécessite peut-être de bricoler quelque chose ? C'est ainsi que l'on s'est dit que le travail social devait « déborder » et aller voir du côté des sentiers qu'il n'a pas l'habitude de fréquenter ; ce fut alors le développement du travail social avec les avocats et avec la prison, afin de pouvoir rendre visite aux jeunes. Il s'agissait d'organiser une forme d'intervention qui, pour nous, échappait à la commande publique, non pas parce qu'on refusait cette injonction d'être des agents de l'État, mais tout simplement parce qu'il y avait là un domaine de réalités qui s'imposait à nous, et qu'il fallait investir avec une intelligibilité questionnant nécessairement nos pratiques. Il nous fallait être dans cette capacité à créer des espaces d'inventivité – même si ce n'était pas pensé à l'époque dans ces termes-là. Ce fut ma première séquence professionnelle... Mais je ne dois pas oublier de dire les conditions dans lesquelles j'ai quitté le champ de la prévention spécialisée. Je l'ai quitté sur un sentiment d'amertume nourri par un certain nombre de situations qui me paraissaient limites et qui m'étaient devenues insupportables. Ma décision de partir de la prévention

⁴ Avec le rapport de Bertrand Schwartz sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (1981), le rapport Bonnemaïson (1982), le rapport Dubedout (1983) qui permit la mise en œuvre d'une nouvelle politique dite de Développement social des quartiers (DSQ), les politiques d'insertion se sont déployées selon une nouvelle ampleur.

spécialisée, qui s'inscrivait dans un processus commencé depuis plusieurs mois, a été déclenchée quand je me suis retrouvé avec un couteau sous la gorge tenu par un gamin de dix-sept ou dix-huit ans que j'accompagnais en tant qu'éducateur. Là, je n'arrivais plus à saisir le sens de mon travail : à quoi puis-je servir ? En quoi mon travail peut-il contribuer à faire avancer les problèmes, tellement massifs, dans lesquels se trouvent ces jeunes ? Le travail avec les avocats et la prison a peut-être un sens, mais il est tellement marginalisé et il subit tellement la pression des politiques... avec ce niveau de réalité. Quelque chose de contradictoire m'a habité et je suis parti à cause de cette réalité-là.

La deuxième séquence de mon parcours professionnel commence en 1986 dans un établissement, Agora, qui avait été ouvert en 1983 par un certain nombre de militants venant d'horizons différents, des psychiatres, des travailleurs sociaux, des élus, des enseignants et qui s'étaient regroupés autour d'une association médicosociale créée en 1977. Cette association visait l'accueil de la folie dans la cité, concernant des hommes, des femmes ayant une histoire avec la psychiatrie durant plusieurs décennies – ce qu'on appelle communément des chronicisés de la psychiatrie : quelle réponse apporter à la chronicité des patients à l'intérieur des institutions qui sont immuables ? Dans l'idée que la réponse, peut-être, ne se situait pas uniquement dans le champ de la psychiatrie, la psychiatrie ou le médical reproduisant une forme de réponse normée. C'était, bien évidemment dans la foulée de l'antipsychiatrie, la recherche d'une réponse à partir d'une position décadrée. Le choix politique qui avait été fait était donc d'accueillir dans une structure sociale, le statut choisi étant le CHRS, le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale⁵. Ce choix reposait sur l'idée qu'une personne considérée comme sortante de l'hôpital

⁵ Issus des « dépôts de mendicité », les Centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS), qui devinrent de réinsertion sociale, ont pour mission d'offrir une aide matérielle par un hébergement aux adultes et aux familles qui connaissent de graves difficultés sociales ainsi qu'un soutien éducatif qui, depuis quelques années, privilégie l'insertion sociale et professionnelle des individus (Jaeger, 1997 : 59 sq).

devait être accueillie dans un cadre social, comme une personne dans la cité. Elle devait être considérée comme un sujet social, sans pour autant que l'on nie qu'elle soit aussi un sujet en souffrance, et que des structures de soins prennent en considération comme tout sujet social. Il s'agissait de faire la preuve que les travailleurs sociaux étaient capables d'accompagner des hommes et des femmes sortant d'hôpitaux psychiatriques. Nulle commande publique à l'égard du travail social donc, mais une action aux abords de l'institution. La bataille a d'abord été de faire reconnaître ce statut de CHRS, et que celui-ci puisse accueillir des personnes sortantes d'un hôpital psychiatrique. D'autre part, c'était une volonté de faire reconnaître aux interlocuteurs de la psychiatrie que ces personnes pouvaient vivre dans un espace social, hors du regard médicalisé dans lequel on avait tendance à vouloir les enfermer. Restait la question qui demeure actuelle : comment le travail social est désormais en capacité de créer ces espaces d'inventivité et d'aménager des zones d'expérimentation ? Là, je reste sceptique.

Troisième séquence, mon arrivée dans un service, existant depuis une dizaine d'années, un service d'accès au droit. Je prends en cours cette expérience que je crois assez innovante, puis aussi une seconde expérience, « Point jeunes ». Ce sont deux structures qui, là encore, disent que le travail social n'est finalement riche ou n'est dans sa dimension véritablement politique que lorsqu'il travaille à la marge ou quand il travaille cet espace intermédiaire entre le centre et la périphérie. Ce sont donc deux services assez innovants, en direction de la jeunesse, qui viennent prendre en charge une réponse qui n'était pas inscrite dans la politique publique. Ils ouvrent une brèche au début des années 1980 en posant la question : quelle alternative aux structures d'accueil traditionnel – sans que « traditionnel » ne soit péjoratif dans ma bouche ? Comment établir un rapport aux jeunes comme sujets de droit dans un contexte où, de plus en plus, et on le voit aujourd'hui, on est dans une logique de rupture avec la logique solidariste des droits et devoirs, une logique politique qui s'est complètement inversée ? Je suis devenu sceptique quand j'ai trouvé en face de moi des interlocuteurs, élus, travailleurs sociaux, qui disaient :

« attendez avant de parler de droits, j'espère que votre service insiste également sur les devoirs des jeunes. » Là, j'ai vu une rupture, une histoire qui était en train de se terminer, rupture que je date à 2002.

La tyrannie de la procédure

M.V. – Vous nous interrogez sur l'évolution que nous constatons, sur les nouveaux pièges autant que sur les nouveaux leviers pour agir. Peut-on résister, contourner ? Encore une fois, dans la posture que j'occupe, ou je résiste, ou je fais avec, ou je contourne... Sinon je change de métier et je vais faire ailleurs... Lorsqu'on est dedans, c'est qu'il y a quelque chose qui importe... Je ne suis pas dans la nostalgie ; les générations nouvelles de travailleurs sociaux n'ont pas du tout été formées de la même façon que nous, et il faut voir quels sont leurs points d'appui pour qu'ils puissent développer des pensées créatives et innovantes. En même temps, je nous trouve assez isolés en tant que responsables-directeurs, même si on se ménage de temps en temps des temps d'échanges, des temps de pause – c'est une organisation qui nous rend assez seuls au bout du compte –, là où je vois beaucoup de pièges, c'est dans ce qui tourne autour de la tyrannie de la procédure.

Encore une fois, je manierai un paradoxe, une contradiction, qui touche un point de faiblesse au regard de notre capacité à résister à ces procédures qui s'enchaînent : on nous dit toujours qu'elles sont pour notre bien et pour notre protection, du début à la fin de la chaîne des responsabilités. Ces procédures sont censées nous couvrir – président de l'association, directrice, professionnels, usagers, et tous les métiers occupés, médecins, infirmières, éducateurs... Pour cela l'institution demande sans cesse d'avoir des points de traçabilité, de responsabilité, de délégation, toutes sortes de choses qui, dans cette logique, telle qu'elle est présentée, la rendent absolument implacable. Il est extrêmement difficile de remettre en question ces postures fondées sur le principe de précaution... et de dire qu'au regard de ces choses-là, on préférerait être dans la poésie, la fantaisie, la vie humaine, les rapports entre

les gens, la confiance... puisque ce qui nous est opposé, c'est un « je vous protège ! » C'est quelque chose de redoutable parce que, franchement, je ne sais pas comment on peut y résister. Au nom de la perfection du montage « pour le bien de tous », on nous protège et on protège l'usager ; les fameux documents de la loi du 2 janvier 2002 quand ils prescrivent que l'usager dans les établissements doit savoir à quoi il doit s'attendre (quel est le service qui lui est proposé, combien ça va coûter – je pense notamment aux maisons de retraites –, quelle est la prestation pour laquelle il vient dans cet établissement...), on ne peut qu'être d'accord avec tous ces points... En même temps, on ne mesure pas forcément la transformation des postures que tout cela va entraîner ultérieurement.

Le piège de l'évaluation

M.V. – Le deuxième piège, et toujours en me situant dans le quotidien de mon quotidien, concerne tout ce qui tourne autour de l'évaluation, et du rapport qualitatif/ quantitatif. Là aussi, la tyrannie du quantitatif oblige à se demander constamment comment on pourrait l'atténuer, comment parler de qualité sans qu'immédiatement on ne nous parle « indicateurs », « quantification », « nombre », « procédures », « traçabilité »... On est passé, mine de rien, dans une dimension d'imposition de norme... Ceci dit, reconnaissons que, par le passé, dans l'exercice de nos fonctions, nous n'étions pas non plus à l'abri de toutes sortes de prétentions en affirmant une capacité de faire toutes sortes de choses... sans rendre beaucoup de comptes. Le contexte était différent : quand j'ai commencé dans mon domaine, si on avait repéré un besoin, et si on avait le projet de créer un dispositif, il suffisait d'être bien vu du financeur, avec lequel on communiquait en ligne directe pour avoir ce que l'on voulait en termes d'argent... Quelquefois, c'était quand même le fait du prince, à partir de décisions des choses qui étaient liées à la notoriété, à l'interconnaissance individuelle ; aujourd'hui, on est dans des systèmes de planification, ce qui n'empêche pas d'éventuels passe-droits, mais ce n'est plus la même organisation des réponses

qu'auparavant, où il pouvait y avoir des étrangetés... Il faut donc trouver des raisons positives à ce que, en particulier dans l'offre de soins, il y ait une légitimité à la planification des réponses là où il y a des besoins sur des territoires différents, ce qui, avant, n'était pas complètement le cas. Cette question de l'évaluation et du rapport qualitatif/quantitatif devient très inquiétante, car ce qui peut arriver de pire, c'est que nous réorganisons nos projets d'établissement et nos projets de services au regard du remplissage des indicateurs qui nous sont demandés. Nous serions au service de ces indicateurs, et non plus au service de nos projets. Si le remplissage positif d'un indicateur est le levier qualitatif pour confirmer qu'on est dans sa mission, on s'arrangera, « mine de rien », pour remplir cet indicateur-là. Ce qui est une déformation totale de nos missions. Et c'est là où je nous en veux, les responsables ou directeurs que nous sommes. Il me semble que nous sommes plus royalistes que le roi et que nous agissons dans une sorte d'anticipation de choses qui ne nous sont pas (encore) imposées. C'est ce que je trouve le plus dramatique. Parce que nous pourrions résister. Mais il y a une sorte de machine qui nous fait anticiper de manière un peu paranoïaque ce qui ne nous est pas demandé.

Y.B. – ... pour prouver qu'on met le niveau de la qualité là où on ne nous le demande pas, c'est cela ?

M.V. – Oui, c'est un peu cela. Dans le concret, par exemple, de l'exercice d'un rapport d'activité, on va être plus zélé alors que nos instances de contrôle n'en demandent pas tant... Nous devrions plutôt reprendre la main et nous pourrions, à partir de cette question d'évaluation – utile pour faire progresser notre travail –, arrêter de nous soumettre, travailler à des indicateurs au service de la qualité et les construire pour d'autres finalités que cette rationalité technique qui nous envahit et nous contraint.

Intériorisation du principe de concurrence, externalisation de la fonction d'expertise et précarité permanente

Y.B. – À cette volonté d'apporter des preuves à nos financeurs, s'ajoute un deuxième principe explicatif : le fait que nous avons intégré, à notre insu, le processus de concurrence... Même si on ne

nous met pas en concurrence, il y a la tentation de faire plus qu'on ne nous demande, pour apparaître déjà « en pole position », comme diraient les journalistes sportifs. Ce rapport de soumission dont Marie parlait, je l'analyserais ainsi, et par une première explication d'abord : notre champ professionnel est relativement jeune, et son organisation date de l'après-guerre ; et c'est logique que le processus de professionnalisation qu'il a connu ces dernières années se soit particulièrement accéléré.

Et par une autre raison : dans ce champ professionnel, le travail social comme acte et comme pensée relève finalement d'une activité et d'une pensée impures, dans le sens où il ne peut pas revendiquer une pensée qui lui est propre. L'activité professionnelle s'y construit par des emprunts multiples aux différents champs disciplinaires. Ce cadre impur qui nous caractérise génère un complexe sur le plan théorique, mais aussi dans notre attitude à l'égard des services de contrôle.

D'une certaine manière, on mesure à quel point les institutions ont de moins en moins besoin de nous dans une fonction d'expertise. Ce phénomène, nous le mesurons d'autant mieux, Marie et moi, que nous appartenons à la même génération et que nous intervenons dans des champs d'activité qui, en permanence, nous mettent en situation d'aller chercher des financements. Ceux-ci ne sont pas garantis ; ils ne relèvent pas d'une logique de financement pérenne. Cette forme d'incertitude ou de fragilité économique pèse, en tout cas pour moi : ces dix dernières années, je n'ai travaillé que dans une situation de précarité, au sens d'une incertitude financière, pour faire vivre des services qui en permanence devaient faire leurs preuves, et se donner les moyens pour que leurs financements soient reconduits d'année en année. Cela crée une forme de dépendance, puisque le rapport contractuel reste fragile dans le cadre d'une subvention ; on n'est pas dans le cadre d'un financement cadré par la loi du 2 janvier 2002. Cette précarité a une incidence sur la nature des rapports avec les financeurs, ce qui dans mon expérience m'a amené, sur les questions que je travaillais, à m'apercevoir finalement que les autorités publiques se sont progressivement

entourées de cabinets d'experts pour établir une connaissance des enjeux sociaux qui leur permettait de construire plus aisément des appels à projets sans pour autant s'appuyer sur les associations ; cette évolution nous a mis en position de prestataires de service et non plus de véritables interlocuteurs, à même de partager cette expertise qui a longtemps caractérisé notre secteur.

Bernard Eme – Cela voudrait dire qu'il y avait une position légitime d'expert du travail social dont celui-ci a été expulsé par les mises en concurrence, appels à projets, mise en position de prestataires de services...

Y.B. – Oui, je pense...

M.V. – Es-tu sûr de ne pas être dans la nostalgie d'une période où nous penserions avoir été considérés comme porteurs d'une expertise ? Tu penses que cela existait ? Je ne suis pas sûr que les pratiques professionnelles étaient meilleures...

Y.B. – Je n'ai pas dit cela. Je pense que cette expertise-là a réellement existé. C'est vrai que, tant que la crise économique n'était pas présente, tant qu'il n'y avait pas raréfaction des budgets, d'une certaine manière, on laissait le secteur s'organiser. Mais, quand même, avec les années soixante-dix, se crée la Direction de l'action sociale : le secteur du travail social avait alors une reconnaissance et une légitimité dans l'organisation administrative centrale. Il avait la possibilité d'être en lien régulier et direct avec les ministères. Ceci s'est perdu. Il y avait une forme d'écoute qui établissait un lien direct entre l'administration centrale et le travail social : ce n'est plus le cas aujourd'hui. Au-delà d'une certaine aisance financière, il y avait l'écoute de ce qu'on pouvait faire. Ça ne passait pas uniquement par l'argent, ou par des rapports de notabilité au niveau de la province. Il y a cet autre élément : le secteur avait cette capacité à innover et de se faire entendre. Je trouve que cela existe moins aujourd'hui...

B.E. – Il est vrai que dans les années 1970 un courant moderniste de l'action sociale, en alliance avec les acteurs du Commissariat général au plan, construisait de nouvelles pensées et pratiques dans les relations avec les acteurs du travail social. Ceci induisait une

forme de légitimation réciproque entre les acteurs périphériques de l'État et le travail social...

M.V. – Je suis d'accord sur l'importance de ce type de rapport de réciprocité ; on a toujours su qu'on était redevable d'une ressource qui nous est donnée par les financeurs, elle-même levée sur l'impôt collectif... ce n'est pas le problème. Mais, aujourd'hui, l'affirmation, haut et fort, selon laquelle c'est celui qui paye qui décide, est énoncée de telle façon qu'elle ne laisse en contrepartie que peu de place à l'expression de ceux qui font, ont des pratiques, des analyses, des expertises. En même temps, j'y insiste, il ne faut pas trop de nostalgie par rapport à cette époque là...

Y.B. – Il ne s'agit pas de nostalgie, mais d'un constat...

M.V. – Le RMI n'existait pas, le sida n'existait pas, la précarité n'existait pas, des choses sont venues marquer notre contexte qui ont produit des bascules très importantes sur le travail social... Elles ont changé la donne et la place que nous occupons, qui n'étaient pas celles dans lesquelles nous avons été formés et où nous nous sommes nous-mêmes formés ...

Retour sur les années 1980 : décentralisation, professionnalisation et assignation

B.E. – Et, en outre, la décentralisation n'a pas été sans conséquences, elle a produit de profonds bouleversements, en particulier dans le social...

Y.B. – Si je rappelais ce mouvement des choses, c'était pour illustrer, à partir de la place qui était la mienne, l'histoire du travail social : il y a eu une rupture, me semble-t-il, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Que s'est-il passé ? On a vu un certain nombre de cadres du travail social intégrer les cabinets ministériels. Dans les années 1970, nous étions plutôt situés dans des rapports réciproques (les uns ont besoin des autres pour créer leur légitimité), et ceci s'est achevé. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et avec elle celle d'un certain nombre de cadres associatifs ont fait qu'à partir de 1985 nous n'étions plus dans ces logiques-là. Du coup, la décentralisation aidant, il y a eu un renforcement de la position de l'autorité publique et le travail social s'est vu peu à peu

mis dans une position d'assignation par la commande publique, sur laquelle il avait par conséquent de moins en moins d'emprise.

M.V. – Avec en même temps (je continue encore à manier des choses et leurs contraires), la professionnalisation, de plus en plus exigée... Quand j'ai démarré dans mon champ professionnel assez singulier, celui de la toxicomanie et des addictions, il suffisait d'avoir eu un parcours atypique, ou d'être un humaniste pour avoir des responsabilités importantes, pour gérer un dispositif... avec des investissements subjectifs un peu « chef de famille », ou « gourou »...

J'étais comme toi, passionnée, mobilisée, par tous ces mouvements qui nous ont portés, qui nous ont fait réfléchir et inventer des pratiques, mais il faut en même temps dire qu'on trouvait, à l'intérieur de cela, un certain nombre d'excès et de dérives... Alors, obligatoirement, nous avons pour cela payé un prix, qui fut, petit à petit, d'accepter, et de porter, la professionnalisation des équipes. Quels sont les bons choix ? Il y avait cet aspect très créatif : je pense à ces lieux de vie où nous avons été très mobilisés. Des gens au fin fond de la France acceptaient de recevoir dans le cadre d'une famille d'accueil, et de projets originaux, des gens très désocialisés. La pathologie, on s'en foutait un peu, s'ils étaient fous, plutôt psychotiques... l'important, c'était leur trajectoire de vie : là où ils allaient se poser, le temps qu'ils voulaient, et avec qui ils voulaient... ces expériences ont été d'une grande stimulation, et nous ont nourris intellectuellement. Et en même temps, dans mon champ, il y a eu des excès énormes, des lieux totalitaires, des lieux sans contrôle, des lieux qui ont été à la limite, quant au pouvoir d'un individu sur d'autres, en particulier quand ces autres sont des personnes dépendantes...

Le processus de professionnalisation s'est engagé et avec la professionnalisation, qu'est-il arrivé ? La question des conventions collectives, la question des salaires ! On a été immédiatement pris dans un autre type d'obligations et, dans nos métiers, on ne s'en plaint pas, c'est un plus pour les salariés. En même temps, la conséquence est qu'on ne peut plus évidemment avoir comme collaborateurs, dans nos équipes, des gens qui n'ont pas eu des

parcours professionnels sanctionnés par de bonnes études, de bons diplômes... Ce type de mouvement, qu'en penser ? Du bien ? Ou a-t-on la nostalgie d'une période où tout le monde pouvait s'arroger le droit d'être...

Ce sont ces évolutions-là qui font qu'on est dans une transformation du travail social et de ses métiers. Aujourd'hui, on voit que les métiers qui ont le vent en poupe, nouvelles formations à l'appui, ce sont paradoxalement des métiers dans l'organisation, dans la planification, dans le « chargé de mission », dans l'évaluation, dans le « consultant », des choses un peu surplombantes... et au bout du compte, tous ces métiers qui étaient dans le tricotage de la relation, du « faire avec », dans ce que nous appelons la clinique, ce n'est pas qu'ils n'existent plus, mais ils s'effacent au profit de toutes sortes de métiers et de méthodologies de projet qui viennent ausculter, évaluer l'efficacité de ces métiers « de la relation ». L'écart aujourd'hui se creuse au détriment d'une complémentarité et d'une compréhension des postures de chacun, y compris dans le choix des mots et des lexiques, parfois incompatibles. On se parle avec des mots qui ne sont pas les bons mots. C'est un vrai problème.

On peut toujours mobiliser tous les indicateurs possibles, mais si on a raté la rencontre avec la personne qu'on accompagne, si on a raté le « bonjour Madame », si on a raté ce moment-là, c'est cette question qui restera puisqu'elle touche le cœur de ce type de métier. Si on dévalorise le métier au profit de postures professionnelles qui ne sont que dans l'organisation, on le fait disparaître, et j'espère qu'un retour de balancier viendra dans l'autre sens, protéger ce qui en est le cœur, la position de soutien et d'accompagnement.

Anticipation des assignations, intériorisation des injonctions

Jacques Lemièrre – Sur la question de l'anticipation par rapport à des assignations, revenons sur un exemple qui s'est passé cet hiver, quand les préfectures, au moment du grand froid, se sont permises d'envoyer à des responsables associatifs une injonction aux centres d'hébergement d'urgence pour qu'ils n'abritent pas d'étrangers

sans titre de séjour. On a assisté à cet enchaînement hallucinant dans un département : la préfecture envoie ce mail ou ce fax qui arrive à la direction d'associations, les responsables des dites associations répercutent à leurs foyers et les foyers commencent à appliquer la directive ; la presse sort l'affaire, s'en scandalise, et le secrétaire d'État au logement réagit, pour rectifier la chose, en se permettant d'apparaître dans la presse comme plus progressiste que les directeurs des structures associatives. La machine d'obéissance a fonctionné parfaitement jusqu'au moment où, pour respecter le consensus selon lequel il ne faut pas que quelqu'un meure dans la rue par grand froid, la rectification est venue... du sommet de l'État...

M.V. – Ce que tu dis m'interroge et me fait peur en même temps, mais il y a des contre-exemples de mobilisation efficace, y compris pour ce même dispositif de l'urgence sociale : dans notre département, une injonction a été faite de remplir sur les registres le nom des personnes hébergées dans des dispositifs d'urgence. Une petite association a répondu non, soutenant qu'elle pensait que non seulement ce n'était pas bien de faire ainsi, mais que rien ne l'imposait sur le plan réglementaire et qu'elle ne le ferait pas ; elle a demandé que les associations interrogent ensemble la CNIL et, paradoxalement, celle-ci leur a répondu rapidement en leur donnant raison. Dans la suite de cet exemple, nous devons ne pas nous laisser impressionner par ce qui prend la forme de pseudo-vérités, ou d'interprétations autoritaires du droit, des réglementations et qui nous sont imposées. C'est celui qui a le plus le culot qui propose en force des interprétations des textes, ce qui nous fragilise comme si nous ne pouvions plus avoir la légitimité d'examiner si, dans le fond, ces choses imposées étaient justes ; cette sorte de soumission m'impressionne car elle conduit à faire gagner, parce qu'on ne sait pas, des personnes qui avancent avec autorité des choses qui ne sont pas forcément fondées. Cette soumission est liée à la question de l'argent et donc des budgets qui nous sont alloués : notre responsabilité d'employeur face aux salariés que nous embauchons et dont nous voulons préserver l'emploi nous amène à participer de

ce chantage subtile lorsqu'on nous dit que, si nous ne sommes pas contents, on trouvera un autre opérateur.

Y.B. – Je tiens vraiment à souligner que je ne suis pas du tout dans la nostalgie. On peut ne pas être nostalgique, et éprouver avec froideur aujourd'hui que notre champ professionnel a été disciplinarisé par les pouvoirs publics, comme il ne l'a jamais été. Par le passé, le travail social se contentait de disciplinariser le corps des usagers ; aujourd'hui, il ne se contente pas de continuer à disciplinariser ces corps ; lui-même, il est disciplinarisé pour mieux disciplinariser le corps des usagers.

Regardons le travail en direction des mineurs étrangers isolés où il y a une intériorisation d'injonctions et où le travail social est de plus en plus normé. Quand j'entends certains directeurs de maisons d'enfants à caractère social qui disent refuser d'accueillir des mineurs étrangers parce que ce n'est pas leur métier, je demande ce que signifie « ce n'est pas notre métier » ? Ils sont dans le champ de la protection de l'enfance et ils refusent d'accueillir des mineurs étrangers isolés ? Derrière une telle normalisation, une telle codification, il y a la professionnalisation.

La professionnalisation a, d'un côté, produit des effets très positifs : il y a de plus grandes compétences dans le travail ; mais, d'un autre côté, un certain type de rapport à cette professionnalisation en reste à des logiques technicistes, avec une grande difficulté à intégrer d'autres dimensions. Aujourd'hui, c'est très frappant, sur la défense des mineurs étrangers isolés, sur la défense des sans papiers, les travailleurs sociaux s'engagent, mais ils s'engagent individuellement à l'extérieur de leur champ d'activité ; on les retrouve dans le Réseau éducation sans frontières, dans des collectifs qui sont sans lien direct avec leur champ professionnel. J'y vois une indication, qui nous dit qu'à un moment donné, il est difficile de donner corps à cette posture revendiquée ou de l'enraciner à l'intérieur d'un cadre professionnel, pour toutes les raisons que Marie a indiquées : aujourd'hui, nombre d'associations ne prennent pas le risque d'assumer une position, une posture, au sens politique du terme, qui irait dans le sens des valeurs qu'ils revendiquent par ailleurs.

M.V. – Nous sommes tout à fait d'accord. On peut se demander – et c'est terrible –, quel contre-pouvoir représentent, et quelle efficacité peuvent avoir, ces lieux parallèles, ces « poches » d'engagement, tant il est vrai que, dans nos dispositifs institutionnels, on est complètement pris par la question, folle, de la responsabilité collective.

Il y a encore quelques années, des professionnels dont le travail était de soutenir une jeune mère consommant des substances, mais qui au quotidien maintenait son rôle de mère normale, agissaient dans une situation certes un peu limite, mais où surveillance et présence étaient proposées à la mère. Aujourd'hui, la question des professionnels a changé, et sera : « Pourrais-je être accusé de ne pas avoir repéré l'enfance en danger ? Est-ce que c'est à moi de le faire, et à quel moment dois-je le faire ? » On n'est plus du tout dans cette logique d'accompagnement de la jeune mère, une logique de compréhension, on ne prend plus aucun risque... Je trouve implacable, cette machine de guerre qui vient transformer, sur le fond, nos responsabilités, nos prises de risque, nos capacités à innover, à apprendre, à faire des choix, à prendre des risques humains par rapport à autrui. Aujourd'hui, dès que tu as « l'enfant » quelque part, toutes les équipes sont tétanisées : « que va-t-il m'arriver si... ? »

Y.B. – Il est sûr qu'on n'a jamais été autant dans cette chape de plomb de la « gestion des risques », selon le mot de Robert Castel⁶. J'irai dans ton sens : on est pleinement dans une logique de « surveiller et punir ». Il y a encore peu, je me suis retrouvé dans des situations où il était extrêmement difficile de s'aventurer sur le terrain du contradictoire par rapport à l'absence scolaire : bien sûr, il y a le gamin, il y a la famille, mais peut-être y a-t-il aussi, du côté de l'institution scolaire, des pratiques qu'il convient d'interroger...

Un certain nombre de situations laissent à penser que l'on est dans des logiques de disciplinarisation et de surveillance qui viennent colorer le travail social d'une manière telle qu'apparaît la question des valeurs et de l'éthique. Ce n'est pas étonnant, et c'est,

⁶ Castel (1981).

aujourd'hui, la forme que prend la question des postures revendiquées. À défaut de pouvoir problématiser le travail social ou de construire ses enjeux en termes politiques, bon nombre de professionnels – et je pense que c'est sans doute une étape – le posent dans un rapport à l'employeur, sur ce mode : « Aujourd'hui, j'exerce dans un contexte où on me demande de faire un travail à l'égard duquel je ne me reconnais pas ou qui va à l'encontre de mes valeurs ou de mon éthique ». Et cela, c'est assez nouveau.

« Responsabilité individuelle » dans un contexte de déresponsabilisation de la société

B.E. – Est-ce qu'il n'y a pas la concordance de deux choses qui viennent percuter le travail social : une, le renversement droits/devoirs où la société se trouve vidée de toute responsabilité et où chacun est responsable de sa propre vie et, deux, le renversement en faveur d'une sécurité disciplinaire qui se produit au regard de la protection ? Par rapport à notre thème, on peut s'interroger sur les raisons de l'absence de questionnement politique chez les acteurs du travail social...

Y.B. – Ce n'est pas facile pour eux. On voit ce qui se passe avec les agences régionales de santé : toute la difficulté est de trouver et de construire un espace, d'élaborer collectivement cet espace où puisse se construire une réponse politique. Plus encore, cette difficulté est à renvoyer au contexte sociopolitique dans lequel le travail social se trouve ; ce n'est pas faute d'être conscient des enjeux...

M.V. – Pour revenir sur notre histoire de trente ans de travail social, et pour terminer la boucle avec cette première période suivie de ces dix ou quinze ans de mise en place subtile de la normalisation, dont les points d'orgue furent la loi du 2 janvier 2002, puis la loi de 2005, j'aurais envie de dire qu'il faut retrouver ce qui, pendant tout ce temps-là, a été mis un peu entre parenthèses et qu'on peut appeler la clinique, l'analyse, la pensée. S'il y a une ouverture à refaire, elle concerne ce besoin d'éthique ou, dit autrement, pour moi, d'analyse et de pensée... D'où l'appel à ce lien, entre autres, avec les chercheurs, l'université, dans un croisement des disciplines.

Il faut sortir du piège qui consiste à répondre simplement aux stricts besoins de l'utilisateur sur lesquels on nous demande, au cas par cas, de cocher des cases, du genre « est-ce qu'il a retrouvé ses papiers ? » – la place de l'utilisateur dans une case, case terrible ! – et les équipes qui sont préoccupées par cela ne sont plus portées par ce qui, au bout du compte, donne du sens à leur travail : l'analyse, la compréhension, la recontextualisation. Pris dans cette question du « besoin de la personne » – mais c'est quoi « le besoin de la personne », le « besoin » dans le cadre de la « prestation » ? –, on est dans la normalisation, la rationalisation des coûts ...

Politique de la clinique, clinique du politique

Y.B. – Il y a là, à mon avis, une piste pour nous, travailleurs sociaux, de sorte à asseoir aujourd'hui, de manière plus solide, une posture revendiquée : travailler autour d'une refondation de la clinique du politique et d'une politique de la clinique.

Politique de la clinique, ce serait peut-être de penser avec le sujet ou avec l'utilisateur, et non plus effectivement se situer du côté des « besoins » ; la légitimité d'une posture revendiquée passerait par une autre manière de concevoir la relation avec les sujets, c'est à partir de ceux-ci que la légitimité du travail social peut aussi sans doute se construire.

Clinique du politique, c'est être en capacité de réinvestir l'espace social, puisqu'on peut se mettre d'accord sur la finalité du travail social, celle d'être le vecteur d'une recomposition identitaire de ces hommes et de ces femmes qui sont dans la vulnérabilité et cela quelles que soient les prestations qu'on offre : c'est bien la question de l'identité qui est en jeu.

J.L. – On a l'impression que votre secteur est complètement pris en étau entre deux dispositifs majeurs de gouvernement des sociétés : d'un côté, le principe de précaution puisque la question du risque des professionnels est sans cesse présente ; de l'autre, la gestion sécuritaire de la société, les étrangers, les écoles, le rapport des enfants aux autorités diverses. Par rapport au constat qu'il n'y avait plus eu de prise de position collective comme professionnels, est-ce

qu'on peut cependant identifier des moments où les professions produisent des appels, des protestations, des sursauts collectifs qui, par rapport à des lois ou des événements, ne se situent pas sur un volet corporatif ?

Y.B. – Pour ma part, je pense que non. Pour avoir travaillé sur la question des émeutes de novembre 2005⁷, j'ai été frappé de l'absence du secteur ; ou alors les quelques textes provenant soit des organismes de la prévention spécialisée, soit du milieu ouvert, étaient des textes corporatistes ou des textes portant sur la question des moyens. Il y a aussi des appels, autour de l'UNIOPSS⁸ ou de la FNARS⁹ portant sur les politiques publiques, mais rien qui, pour moi, soit frappant ...

M.V. – Pour aller dans le même sens, j'ai l'impression qu'il n'y a plus de réaction organisée spontanément et que, s'il y a des réponses, elles sont civilisées par le biais des organismes représentatifs, des regroupements, des associations militantes du champ professionnel. On décortique une loi, on se fend d'un communiqué de presse, on fait des contre-propositions, on passe par des canaux de lobbying en direction d'élus locaux ou du parlement... : ce sont des formes intégrées...

Y.B. – La dernière en date est sur la délinquance des mineurs, l'appel lancé à l'initiative de travailleurs sociaux, de juges...

J.L. – Y a-t-il eu des désobéissances ? Des cas localisés de désobéissance vis-à-vis desquels il aurait pu y avoir répression et où la profession a dû prendre parti ?

Y.B. – Oui, à la Sauvegarde¹⁰, quand la préfecture a voulu que l'on signale les sans-papiers dans les centres d'hébergement, il y a eu un refus catégorique : il était hors de question pour nous d'appliquer

⁷ « Les émeutes de l'injustice », dans l'ouvrage collectif *Visages de la justice*, coordonné par Jean-François Rey (2010).

⁸ Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux.

⁹ Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale.

¹⁰ ADNSEA, Association départementale du Nord pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte.

cette mesure... Cela a pris une forme de désobéissance. Du côté de la prévention, il y a eu aussi des travailleurs qui refusent l'application de la loi de 2007 concernant la prévention de la délinquance : ils refusent de faire remonter les informations sur les usagers aux maires. Mais tout cela n'est pas rendu visible...

B.E. – Dans ton intervention au colloque, tu évoquais un certain silence du secteur du travail social (« nous avons beaucoup avalé de couleuvres », as-tu dit). Sans parler de mouvement social, n'y a-t-il pas eu de mouvements visibles ?

Y.B. – Dans notre secteur, non. Je n'ai pas souvenir d'un appel à manifester de la part de notre secteur, d'une manière qui lui soit propre. Notre secteur se raccroche à des mouvements sociaux, à des appels, mais les conditions ne sont pas créées pour qu'il soit moteur d'un mouvement. Ou alors de manière isolée, parcellaire... Notre secteur est aussi minoritaire : il ne représente pas grand chose, ni en termes de budgets, ni en termes de professions.

M.V. – Dans mon domaine, celui des conduites addictives, il y a des « sujets » qui peuvent encore faire débat et qui, médiatiquement, peuvent intéresser des gens, ne serait-ce que pour leur fonds de commerce électoral. Mais dans beaucoup de champs, notre travail n'intéresse vraiment personne. Sauf si, tout d'un coup, on réussit à remettre sur le devant de la scène certaines questions en termes de valeurs, d'éthique, de droit... Alors, à ce moment-là, il peut arriver qu'on sente la possibilité d'une ré-interrogation sur le fond...

Surcroît d'éthique, absence de politique

J.L. – ... Avec, toutefois, les limites qui tiennent à la différence, fondamentale, entre éthique et politique : en raison de cette différence, la mobilisation de l'opinion en termes d'éthique, mobilisation convenue, bien attendue, bien saluée quand elle se formule dans ces termes, peut ne pas conduire à un questionnement et à une intervention politiques...

Y.B. – Lors du colloque, je disais que l'éthique est le cache misère de l'absence du politique. Voilà comment je l'ai vécu sur le terrain : l'éthique est brandie à tout bout de champ, mais sans jamais être

débuttée. Mot valise, l'éthique fait que chacun y va de sa propre revendication d'une éthique, qui renvoie à ce que chacun met derrière ce mot-là, avec cette évidente difficulté à aboutir à une production collective.

Du coup, la dérive est à deux niveaux : un, on conteste les formes de hiérarchie au sein du travail social, au nom de l'éthique ; deux, il y a une forme d'insatisfaction, chez les salariés du travail social, naissant de l'absence de reconnaissance de ses propres valeurs ou de son propre travail, qui ne tarde pas à se manifester par un discours sur la souffrance sociale. Il y a un déplacement, qui me laisse interrogatif, de la question politique vers ces formes de réaction qui ont comme point d'aboutissement qu'une catégorie de salariés finit par parler davantage de sa souffrance au travail que de la souffrance des « usagers ». Au lieu qu'on débouche sur des enjeux politiques, ça se cristallise à l'intérieur des institutions dans un rapport de force entre certains salariés et hiérarchies, régulé par des forces tierces, si je puis dire, des acteurs syndicaux qui agissent davantage comme des voitures-balais qui ramassent toutes ces souffrances exprimées, plutôt que d'essayer de contribuer à poser le problème à un autre niveau.

M.V. – Avec en arrière-plan, un complexe : les travailleurs sociaux sont accusés depuis bien longtemps de résister au changement, d'être incapables d'écrire, de n'avoir pas de discipline, d'être dans la difficulté d'explicitier ce qu'ils font et de produire une traçabilité de l'argent que la société, par les institutions publiques, leur donne pour améliorer les choses ; ils développent donc ce complexe répété, ils en font une sorte de posture, de toute puissance ou d'impuissance – c'est selon – et ils se disent ainsi victimes en même temps qu'ils bénéficient du pouvoir qu'une telle posture peut aussi donner...

Il reste une dernière chose que nous n'avons pas évoquée et qui apparaît transversalement dans nos métiers : c'est cette fascination (parce que, sans doute, nous n'avons pas d'autre modèle ou pas trouvé d'autre façon de faire) pour le monde de l'entreprise et le modèle de l'entreprise. On transforme nos établissements sur les mêmes critères : la qualité, la gouvernance,... C'est le même

lexique, le même vocabulaire, comme si ce modèle nous faisait entrer dans on ne sait quelle cour des grands...

B.E. – Est-ce que ça peut renvoyer, comme le dit Colette Bec, à un renversement¹¹ : ce champ du social ou de la protection sociale opèrerait une réduction au sujet de droit et à une idéologie des droits de l'homme qui vient annuler le questionnement politique...

M.V. et Y.B. – Oui, parfaitement...

J.L. – Lorsque j'avais été invité, en février 2010, à l'EESTS¹² à faire une conférence sur ce que j'avais appelé « L'état actuel de l'État », j'avais été frappé par l'impression produite par mon entrée dans la question : l'impression de priver tout d'un coup les auditeurs (des formateurs, et des étudiants en travail social) d'une considération pour l'État en tant qu'État de droit. Je proposais d'exercer un jugement frontalement politique sur les transformations récentes de l'État qui semblait troublant pour ces professionnels et ces professionnels en formation, parce que je n'étais pas entré (comme eux ?) dans la question de l'État par l'idée première que l'État est un État de droit...

B.E. – Sans oublier un renversement vers la prédominance des devoirs au regard des droits...

M.V. – C'est cette obligation normalisatrice qui nous enferme au quotidien. On se sent obligé de demander son projet à dix ans à la personne qui s'adresse à nous, je caricature sans doute, mais à peine ! Ce sont des choses extrêmement perverses et qui nous mettent dans des postures paradoxales : ce sujet, et son « projet individualisé », sont enfermés dans une injonction à planifier et organiser son « demain », avec toute l'aide qu'on lui apporte... En effet, dans la mesure où il est en difficulté, il n'est pas complètement faux non plus d'être dans la construction d'un « demain ». Mais notre position est difficile : car si on fait correctement la partie du travail qui consiste à remplir les indicateurs qui, au bout du compte, enferment la personne et la

¹¹ Bec (2007).

¹² École européenne supérieure de travail social, à Lille.

réduisent à un acte, elle s'arrangera pour ne plus revenir nous voir ou pour organiser d'autres façons d'être – car les gens ne veulent pas qu'on leur impose des choses... Comment, dans le quotidien de nos métiers, être dans une position critique et constructive par rapport à ces injonctions ?

Y.B. – La difficulté est de situer cette question à l'endroit politique où elle doit se poser.

Je m'explique de manière plus concrète : quand je suis au service Droits des jeunes, je peux aisément avoir la posture qui consiste à dire, et c'est la finalité de ce service, qu'il n'y a pas de conditionnalité dans l'accès au droit de tout individu. Dès lors qu'on met une condition à l'accès au droit, on ne respecte pas un des principes fondamentaux du droit humain. Mais si je suis éducateur en internat face à une douzaine d'adolescents ou adolescentes, je suis dans une posture éducative, et je vais obligatoirement poser le problème du droit autrement. Le danger serait, là, que l'acte éducatif soit noyé dans une approche idéologique consistant à dire : « Je te signale tout d'abord que tu n'as pas tous les droits ici ! Tu dois respecter un certain nombre de règles ! » Des règles qui sont construites comment ? En référence à quoi ? Il peut y avoir des règles qui ne sont pas du tout respectueuses de la dignité humaine.

Je pense que, malgré tout, une dimension du travail social est fortement imbibée de cette idéologie qui fait passer les devoirs avant les droits. Autrement dit, je pense qu'il y a une forme de travail social qui, idéologiquement, est complètement imprégnée d'un rapport de domination aux usagers.

Marie parlait du « contrat », du « projet ». Regardez ce qui se passe du côté du RMI... Contre la loi (qui ne dit pas qu'il y a « obligation à... »), peu à peu, certaines formes du travail social remettent en cause le droit à l'allocation et sont dans une posture moralisante à l'égard des allocataires du RMI. Sous prétexte parfois d'une logique positive, ou sous prétexte qu'on refuse l'idéologie de l'assistanat, les usagers devraient donc être acteurs de leur vie : ils sont en train de se noyer mais ils sont acteurs de leur vie ! Et c'est

aux plus vulnérables, aux plus dominés, qu'on demande de construire des projets de vie !

Une partie du travail social ne fait plus d'analyse politique de ces questions, et quand je dis politique, je veux dire que toute personne qui est dans une situation de précarité et qui fait une demande est forcément inscrite dans un rapport de dépendance à celui à qui il adresse une demande. Comment donc, moi, travailleur social, vais-je me coltiner cette question et comment vais-je construire une clinique du politique sur de tels enjeux ?

B.E. – Qu'en est-il aujourd'hui de ce qui se passerait dans le travail social aux bords des institutions, en termes d'innovations, de modes de penser ? Qu'en est-il de capacités de postures revendiquées et professionnelles ?

Y.B. – Beaucoup de travailleurs sociaux se reconnaissent dans « L'appel des appels ». Et puis, dans l'invisibilité, dans une forme de modestie, des collectifs se réunissent, qui réfléchissent... L'Arrière Pays, à Lille, par exemple, rassemble une vingtaine de travailleurs sociaux, des formateurs... Certains revisitent l'héritage : quelles références a aujourd'hui la jeune génération par rapport à la psychothérapie institutionnelle, à l'analyse institutionnelle, à ces formes de pensée qui ont traversé le travail social et ont marqué certains travailleurs sociaux ? On voit se dessiner cette volonté d'aller voir de ce côté, de se constituer en collectifs, en associations, de manière « micro ». Des choses prennent forme.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BEC C.**, 2007. *De l'État social à l'État des droits de l'homme ?* Rennes, PUR.
- BONNEMAISON G.**, 1982. *Face à la délinquance, prévention, répression, solidarité*. Paris, La Documentation française.
- CASTEL R.**, 1981. *La gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*. Paris, Minuit.

- DUBEDOUT H., 1983. *Ensemble refaire la ville*. Paris, La Documentation française.
- FOUCAULT M., 1972. « Pourquoi le travail social », *Esprit*, 4-5 (avril-mai).
- FOUCAULT M., 1997. *Il faut défendre la société*. Paris, Seuil/Gallimard.
- JAEGER M., 1997. *Guide du secteur social et médico-social*. Paris, Dunod.
- MURARD N., 1988. *La protection sociale*. Paris, La Découverte.
- REY J.-F. (dir.), 2010. *Visages de la justice*. Paris, L'Harmattan.
- ROLIN O., 2002. *Tigre en papier*. Paris, Seuil.
- ROSANVALLON P., 1995. *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*. Paris, Seuil.
- SCHWARTZ B., 1981. *L'insertion sociale et professionnelle des jeunes*. Rapport au Premier ministre. Paris, La Documentation française.

* * *